

DIMANCHE 13 SEPTEMBRE 1970

O.R.T.F. 1ère CHAÎNE

L'EUROPE DE JEAN MONNET

Texte des réponses de M. Monnet aux questions de
G. Suffert - et du commentaire de G. Suffert
accompagnant les documents d'actualité intercalés
dans l'interview.

G.S. JEAN MONNET - Depuis 30 ans, il rêve à l'Europe - depuis 30 ans, par son obstination, il contribue à la faire naître. La télévision n'a pratiquement jamais filmé son visage - Pourtant sa vie constitue l'une des aventures les plus fascinantes de l'après-guerre.

J.M. Je me lève à 7 h - Je sors dans les bois, dans les champs pour une heure - je marche - c'est là que je travaille. On est seul avec sa pensée. Pour moi, la réflexion vient de la solitude. La réflexion est nécessaire. La réflexion répétée, continue.

X. Vous n'auriez pas pu vous passer de la campagne ?

J.M. J'ai pris des habitudes de tranquillité - de solitude - C'est difficile de changer - à mon âge - Si j'avais 20 ans, je ne sais pas.

X. Comment se déroule une journée de travail ?

J.M. Je vais me promener dans la plaine - pendant une heure - c'est vraiment le moment où je travaille. Je ressasse et répète toujours les mêmes idées et la conclusion à laquelle j'arrive est généralement naturelle - simple - elle s'impose. Puis je reviens - je déjeune - avec ma femme - je discute avec elle - puis je pars pour Paris vers 10 h 15 - A 11 h, je suis à mon bureau - J'en ressors pour voir les uns et les autres, mais en général, je reste à mon bureau jusqu'au soir à 8 h.

X. Votre bureau, c'est plutôt une période active, enfin de téléphone...

J.M. Maintenir vivant ce cercle de l'Europe aussi bien en France qu'en Allemagne, qu'ailleurs.

X. Et il y a les voyages aussi ?

J.M. A Bonn, à Londres ou à Rome

à Bruxelles. Mon métier, si je puis m'exprimer ainsi m'oblige à voir les gens d'une manière constante.

X. Vous avez quel âge ?

J.M. J'ai 81 ans - j'aurai 82 ans au mois de novembre.

X. Et vous partez encore combien de fois par an ?

J.M. Je ne compte pas - souvent.

X. Plusieurs fois par mois ?

J.M. Oui - certainement.

Je pense que les hommes mêmes, pas seulement les pays, mais les hommes ont besoin pour se développer d'être à l'unisson du monde dans lequel ils vivent. Il faut une certaine harmonie, ou alors vous devenez un pays - je n'ose pas employer le terme, mais enfin un pays secondaire où tous les bénéfices de cette civilisation vous les obtenez des autres.

Je pense que nos pays, la France, l'Angleterre ont dans le passé exercé une influence pacifique. L'Europe peut le faire. Individuellement, les pays ne peuvent pas.

Je crois que les gouvernements....leur rôle, je le répète c'est d'administrer l'état de choses existant. Ils sont harcelés par le travail journalier. Le changement n'est pas naturel.

Pour les changements, il faut qu'ils viennent de l'extérieur des administrations existantes.

L'accord Bonn Moscou est, à mon avis, un élément très important de paix.

Le Chancelier Willy Brandt a précisé que "ce Traité ne porte aucunement préjudice à la solide intégration de la République Fédérale et de sa société libre à l'alliance occidentale, ni à la réconciliation entre la France et l'Allemagne, ni à l'objectif d'une communauté politique européenne.

G.S. Grand-père tranquille - infatigable - M. Monnet est apparu dans la vie politique en 1914 juste au lendemain de la bataille de la Marne.

J.M. Je suis né en 1988, j'avais donc vingt-six ans, vingt-huit ans. J'avais été réformé et j'étais en Angleterre et je partais pour l'Amérique pour les affaires de ma famille quand les choses ont semblé mal tourner. Je suis revenu à Cognac. Je vois encore la mobilisation décrétée à Poitiers. Quand je suis arrivé à Cognac j'ai dit à mon père : Mais, je viens de Londres, j'ai vu... Je ne doute pas que les Anglais rentreront dans la guerre. Mais je suis surpris de voir que les préparatifs anglais et français sont distincts. Il semble qu'il y ait deux guerres. C'était surprenant.

Quand j'ai expliqué ça à M. Viviani, non pas au point de vue militaire où j'étais incompetent, mais au point de vue des approvisionnements, il me semblait que les achats, les approvisionnements devaient être faits en commun.

G.S. Qu'est-ce qu'il était Viviani à l'époque ?

J.M. Président du Conseil. Il était Président du Conseil et je me souviens, quand j'ai été le voir à son bureau à Bordeaux, il venait de perdre ses deux fils à la bataille de la Marne. C'était un homme très courageux. Il m'a dit : " Mais il faut que vous expliquiez ça à Millerand ". Millerand était Ministre de la Guerre. Nous avons été ensemble expliquer à Millerand, qui a fait venir Mauclair, le Contrôleur Général Mauclair, et ils m'ont demandé de partir à Londres avec lui et d'essayer de mettre sur pied cette organisation d'achats en commun.

G.S. Images d'Epinal qui correspondent à ce que les Français ressentent pendant les premiers mois de l'année 1914. Ensuite c'est une autre histoire. On imagine pas que l'affrontement va être gigantesque et que la victoire dépendra du matériel et des armes. Mais il y a des hommes qui y pensent pour eux.

J.M. La mise en commun des ressources, la répartition, tout cela a été très difficile. Mais enfin, elle se faisait. Mais les Ministres français et, entre autres, un Ministre français, M. Loucheur disait : " Mais la raison de ce déficit c'est que les gens qui sont à Londres - qui était le centre économique de la guerre à cette époque, n'est-ce pas - et en particulier M. Monnet est parfaitement incompétent. Par conséquent, il faut le faire revenir. Il n'a pas été au front ". Je suis revenu, appelé par Clémenceau qui, alors, m'a demandé de revenir à Paris. Je me souviens très bien. Il était alors dans le bureau de la rue Saint-Dominique, au Ministère de la Guerre.

Clémenceau m'a reçu très froidement, très glacialement et il m'a dit, je m'en souviens très bien : " Il est temps que vous alliez au front ". Et il m'a dit : " Avant que vous partiez, expliquez-moi ce que vous faites à Londres ". Je lui ai expliqué ce que je viens de vous dire, c'est-à-dire que le travail que je faisais avait abouti à une répartition des ressources entre les différents pays alliés selon leurs besoins. Je suis parti. Quelque temps après, il m'a demandé de revenir. Il m'a tendu un papier. Je regrette de ne pas l'avoir ce papier, aujourd'hui, mais, dans la deuxième guerre, mes archives ont été brûlées à Cognac par ma famille. C'était au cours de l'occupation allemande ; quand on a su que j'étais du Comité d'Alger, ils ont eu peur, ils ont brûlé les archives, dont ce papier. Mais ce papier était très intéressant pour moi, à l'époque, puisqu'il me disait - c'était en 1917 ou 1917 - il me disait que j'avais ordre de retourner à Londres et de recommencer mon travail. Clémenceau était cruel, et il avait voulu faire signer ce papier par tous les ministres qui avaient déclaré que c'était moi qui étais responsable en partie de la pénurie qui existait en France, dont qui existait en France, dont M. Loucheur. Et je suis retourné à Londres.

G.S. D'avril 1918 à novembre, le sort des hommes change. L'unité de commandement que Clémenceau a imposé aux alliés plus l'arrivée du matériel américain contraint l'Allemagne à reculer. Le 11 novembre c'est l'armistice et Monnet n'oubliera jamais ce jour de se passer. En tout cas, il n'est plus un inconnu dans le monde politique et il n'a guère plus de 30 ans.

J.M. Après la guerre, M. Clémenceau, M. Wilson, les Anglais m'ont nommé Secrétaire Général Adjoint à la Société des Nations. Etant si proches de la guerre, nous étions influencés par tout ce qui s'y était passé et nous croyions que l'avenir pourrait être assuré par une action commune et une coordination, si vous voulez, des gouvernements, croyant à leur raison et à leur modération. La Société des Nations a prouvé le contraire. Je suis donc parti et l'avenir a montré que la Société des Nations n'a pas pu régler ses problèmes. L'Allemagne en a fait partie et elle s'est retirée. La Russie en a fait partie et s'est retirée. Il n'y avait aucune obligation et sans obligation, à un certain moment, ça ne marche pas.

G.S. L'Europe inconsciente continue à danser. Quelques hommes pourtant sentent que ce qui vient ; c'est la guerre.

J.M. J' habitais New York à l'époque. J'étais donc allé passer la fin de la semaine chez mon ami Murnane aux environs de New York. Et au breakfast, au petit déjeuner, n'est-ce pas, il y avait également Bruning, qui avait été le Président du Conseil allemand, vous le savez, et Foster Dulles qui était avocat et qui était un ami. Et je me souviens très bien qu'ayant ouvert le journal, le Times, là on y reproduisait les décrets que venait de prendre Hitler contre les juifs. Et j'ai dit tout de suite à Foster Dulles et à Bruning : " Un homme qui est capable de faire cela fera la guerre ". Parce que c'était envisager les hommes sous une forme de discrimination totale. Par conséquent, il n'y a pas de limite à son action.

G.S. En 1936, en France le Front populaire. L'Allemagne ne perd pas de temps. Elle a occupé la Rhénanie. Mussolini s'est mis d'accord avec Hitler et Franco jaillit du Maroc va se jeter sur l'Espagne. Monnet pendant cette époque vécu plusieurs années en Amérique où il a été Président à San Francisco d'une banque qui est en train de grandir: la Bank of America. Puis il a servi d'expert monétaire au gouvernement polonais puis au gouvernement roumain. Enfin, il a vécu en Chine où il a réorganisé les Chemins de Fer de cette immense pays. Il a aussi trouvé le temps

de se marier mais sa vie privée touchait sa fin. Hitler va attaquer la Pologne, la France puis l'Angleterre vont déclarer la guerre. Monnet va réapparaître.

J.M. A la fin de 1939, j'avais proposé à M. Daladier que les approvisionnements anglais et français soient réunis comme ils l'avaient été dans la première guerre et qu'une organisation commune d'achats soit constituée. Mais j'estimais qu'à ce moment là il fallait aller plus loin, il fallait avoir le courage de proposer, au lieu d'une fusion partielle qui, je l'espérais, arriverait graduellement à une fusion totale, il fallait proposer la fusion totale tout de suite.

G.S. Est-ce que vous vous souvenez à quel moment cette idée vous est venue pour la première fois ?

J.M. Elle s'est développée graduellement, comme je viens de vous l'expliquer.

G.S. Mais l'idée de faire un gouvernement unique, franco-anglais, est une idée inouïe.

J.M. Non, elle n'est pas inouïe. Elle est inouïe quand on a le temps de réfléchir. Elle n'est pas inouïe quand les nazis sont à votre porte. Il fallait se sortir de la difficulté.

G.S. Donc, c'est la nécessité qui vous a guidé !

J.M. Toujours. Vous savez, l'action commune des hommes, elle répond toujours à une nécessité, ça n'est pas de l'imagination, c'est de la nécessité. A ce moment-là, il n'y avait aucun rapport entre le gouvernement français et le gouvernement anglais. Croyez moi encore si vous voulez, mais c'était comme ça.

Alors, j'ai fait mon possible pour convaincre Churchill et les membres du gouvernement britannique de cette idée et de cette proposition. J'ai été voir Churchill qui m'a reçu, mal d'ailleurs. Il m'a dit : " Je dois m'occuper de la guerre et vous me parlez de l'avenir ". J'ai continué quand même. Et un de ses

collaborateurs m'a dit: "Vous savez, vous vous trompez, jamais Churchill ne vous écoutera. Il ne vous écoutera pas parce que vous n'êtes pas le Président du Conseil français et lui est le Président du Conseil anglais. Alors, si le Président du Conseil français disait ce que vous dites, il l'écouterait. Sans ça, il n'écouterait pas. A moins que cette proposition lui soit faite par un Anglais d'une position responsable, importante. Et il y en a un ". Quel est-il ? " M. Chamberlain. Si M. Chamberlain qui est Lord President of the Council va voir M. Churchill et dit : " Je vous demande de mettre à l'ordre du jour d'une discussion du Cabinet anglais la question d'une union franco-anglaise, Churchill qui est démocrate, le fera. Est-ce que vous pouvez- vous - s'adressant à moi - convaincre M. Chamberlain ? " .

Il faut penser aux heures que nous vivions à cette époque.

Entre temps, le général De Gaulle était arrivé à Londres. Il m'a téléphoné. J'ai été le voir dans l'appartement de Jean Laurent et je suis parti à la maison. Il est revenu nous rejoindre pour dîner chez moi avec Speers, Pleven. Est-ce que tu étais là, toi ?

G.S. C'est à sa femme qu'il parle.

Mme Monnet : " Non, moi j'ai eu une entrevue avant.

J.M. Mais, est-ce que tu as dîné avec nous ?

Mme Monnet : " Non, non j'étais chez Salter. Je les ai reçus puis je suis partie.

G.S. Bien. De Gaulle était au courant de votre projet, à ce moment-là ?

J.M. On l'a mis au courant.

G.S. Vous l'avez mis au courant ce soir-là ?

J.M. Vraiment, je ne me souviens plus si je l'ai mis au courant au dîner ou chez lui, je ne sais plus. Je ne sais plus exactement.

G.S. Il a été sceptique tout de suite ?

J.M. Il a été sceptique, mais pas trop. Il a été sceptique plus tard. Non, il n'était pas enthousiaste, je me souviens qu'il était...qu'il m'avait dit, quand j'avais été le voir dans cet appartement de Jean Laurent, à son arrivée, il m'a dit : " Vous savez, c'est le désordre le plus général. Moi, je ne reviendrai pas en France, c'est ici qu'il faut agir".

Alors, il a été voir Churchill et je me souviens très bien de l'impression qu'il a faite sur Churchill à l'époque. Moi, je n'y ai pas été. Il était seul. Mais Churchill a dit ensuite : " C'est un homme à ma mesure ".

G.S. C'est un des carrefours des temps modernes. Monnet avait réussi à convaincre Churchill . Un projet est rédigé. Le gouvernement anglais l'approuve. En voilà les passages essentiels :

" A cette heure si grave dans l'histoire du monde moderne, le Gouvernement du Royaume-Uni et la République française se déclarent indissolublement unis et inébranlablement résolus à défendre en commun la justice et la liberté contre l'asservissement à un système qui réduit l'humanité à la condition des robots et des esclaves.

Les deux gouvernements déclarent que la France et la Grande-Bretagne ne seront plus à l'avenir deux nations, mais une seule Union franco-britannique.

.....

Tout citoyen français jouira immédiatement de la citoyenneté en Grande-Bretagne, tout sujet britannique deviendra un citoyen de la France.

.....

Pendant le cours de la guerre, il n'y aura qu'un seul cabinet de guerre, et toutes les forces de la Grande-Bretagne et de la France seront placées sous sa direction. Il siègera là où il jugera pouvoir le plus utilement gouverner. Les deux Parlements fusionneront officiellement.

.....

L'Union concentrera toutes ses énergies contre la puissance de l'ennemi, où que se livre la bataille.

Et ainsi nous vaincrons. "

G.S. Vous n'avez pas eu peur que la France... devienne un protectorat anglais ?

J.M. Vous savez, on est un protectorat quand on le pense, et c'est une idée qui ne me venait pas à l'esprit. Non. Vous savez, la question que vous me faites, la question que vous me posez est la même qu'on pose aujourd'hui souvent en ce qui concerne l'Europe, l'Amérique, l'Angleterre et tout ça. Au lieu de la poser aux autres, il faut se la poser à soi-même. Si on est disposé à être un protectorat, on l'est, mais si on ne l'est pas, on ne l'est pas et puis c'est tout.

Alors, nous étions naturellement très contents, l'union de la France et de l'Angleterre. Nous partons déjeuner. C'est-à-dire que Vansitart et le Chef du Cabinet de Churchill qui s'appelait Morton et moi, et Pleven, nous partons chez moi où ma femme nous attendait. De Gaulle et Corbin, l'Ambassadeur de France à Londres, et Churchill partent de leur côté.

G.S. Vous ne saviez pas quelle serait la réponse française, à l'époque ?

J.M. Nous ne le savions pas.

G.S. Vous n'aviez même pas un sentiment ?

J.M. Vous savez, nous croyons... Enfin, pour ma part, je crois toujours au succès. Autrement, il n'y a pas d'action possible, n'est-ce pas. Si ça échoue, alors on voit ce qu'on fait mais on ne sait qu'on a échoué que lorsqu'on en est mort ou qu'on a échoué. Alors, au cours du déjeuner, un d'entre eux dit à l'autre : " Mais qu'est devenu ce télégramme ? " Alors, moi j'étais en éveil, et je dis : " Mais quel télégramme ? ". L'un dit : " Nous avons oublié

de vous le dire, mais le Cabinet, ce matin, a décidé de répondre au gouvernement français qui lui demandait son accord sur l'ouverture de négociations avec les Allemands pour des clauses d'armistice. La-dessus, le gouvernement anglais a répondu oui". Alors, je vous donne le texte en anglais : " On condition that the fleet be kept out reach by the ennemy ".

G.S. C'est-à-dire sauf la flotte.

Comment ont-ils pu, dans la même séance, proposer deux choses contradictoires ?

J.M. Alors je leur ai dit - j'étais catastrophé, n'est-ce pas - " Je n'arrive pas à comprendre comment vous, vous pouvez en même temps discuter de la continuation de la guerre avec cette proposition française et en même temps que vous autorisez les Français à faire l'armistice ". Alors, aussitôt, on m'a dit : " Vous avez raison. Nous allons envoyer aussitôt un Chaser, "c'est-à-dire un télégramme qui poursuive le premier.

Je ne sais pas, alors, ce qui s'est passé à Bordeaux.

M. Churchill ayant discuté avec son Conseil de Cabinet, il a appelé Reynaud au téléphone en lui disant : " Voilà, je vous confirme que le gouvernement anglais, que je vais faire, au nom du gouvernement anglais, une proposition pour l'union franco-anglaise. Rendez-vous demain dans un port de Bretagne pour que nous discussions d'un plan ". Il n'y avait pas de programme franco-anglais, il y avait une lutte française, il y avait une lutte anglaise. Il n'y avait pas de programme franco-anglais. Et Churchill lui dit : " Et venez dans un port de Bretagne ". C'était Concarneau, je crois. Et il ajoute : " Et amenez avec vous un bon général ". Reynaud dit : " Oui, mais dépêchez-vous, il y a Conseil cet après-midi à cinq heures ".

Je suis allé accompagner De Gaulle à l'avion. Nous avons téléphoné à Bordeaux que De Gaulle viendrait, je ne me souviens plus à qui au juste maintenant. De Gaulle est parti pour Bordeaux. Dans l'intervalle, Reynaud a démissionné, Pétain a pris le pouvoir,

et De Gaulle est revenu le lendemain. Parce que s'il n'était pas revenu, il aurait été arrêté.

G.S. L'U.R.S.S., puis les U.S.A. rentrent en guerre. En France, quelques uns se battent, d'autres collaborent. Ex.M. Henriot.

Pendant que la bataille fait rage, M. Monnet est aux U.S.A. Il faut que l'Amérique soit l'arsenal de l'occident. En 1943, il est à Alger et De Gaulle le nomme membre du Comité qui constitue en fait le gouvernement de la France libre.

L'Allemagne s'écroule. En 1945, M. Monnet arrive en France, dans un pays complètement ruiné.

J.M. Mon séjour aux Etats-Unis m'avait convaincu - si j'avais besoin d'être convaincu - que la production française était en retard, comparée avec la production américaine ce n'était rien. Ce qui était évident, c'est qu'il fallait améliorer la production française. Il fallait moderniser la production française. Et un jour en discutant avec le général De Gaulle, je lui ai dit : " Vous parlez de grandeur, mais les Français sont petits, parce qu'ils ne produisent pas , et il faut mettre les Français en harmonie avec le reste du monde, alors ils seront grands, parce que c'est leur nature. Le général De Gaulle m'a dit : " Mais vous voulez le faire ? - Faire quoi ? - Un plan de modernisation ". J'ai dit : " Je veux bien l'essayer ". Et c'est là alors que le général De Gaulle, fin 1945, m' a nommé Commissaire Général au Plan de Modernisation.

G.S. Comment est-ce que vous avez recruté les hommes qui allaient travailler avec vous ?

J.M. Les hommes qui travaillaient avec moi, travaillaient déjà depuis longtemps. Hirsch, je l'ai connu pour la première fois à Alger pendant que j'étais dans ce comité français de libération. Marjolin avait travaillé avec moi à Londres, lorsque j'étais Président du Comité de coordination des approvisionnements de guerre franco-anglais. Uri est venu plus tard. A cette époque également, malgré qu'il n'ait pas travaillé effectivement, Jean Fourastié a été de ceux qui ont aidé au départ du plan de modernisation. Les hommes recrutés avaient travaillé avec moi depuis longtemps.

Mais tous ceux qui ont été recrutés comme Gaillard, Aicardi et autres, ont tous été recrutés par cooptation.

G.S. Vous n'avez pas tenu compte tellement des diplômes ?

J.M. Non.

G.S. Pourquoi ?

J.M. Parce que les diplômes, en général à mon avis, je vais vous dire, c'est très rare qu'il y ait en même temps diplôme et intelligence.

Il fallait transformer les conditions de production française. Et il fallait les transformer pas seulement par suite des destructions, que la guerre avait amenées en France, mais par suite de la carence de production qui s'était produite en France entre les deux guerres.

Le plan, puisqu'il s'agissait d'un plan, c'est un objectif. L'objectif, c'était, comme nous le disions tout à l'heure, de refaire cette production française - encore fallait-il le faire d'une manière précise. Alors, le Commissariat au Plan, avec les hommes que je viens de vous indiquer, prenait cette vue d'ensemble et il disait : - dans 5 ans, ou 10 ans, 5 ans, il faudrait que la France produise, parce qu'il avait une vue d'ensemble sur la situation française. Mais il ne savait pas, le Commissariat au Plan, qu'est-ce qu'il fallait faire avec précision pour l'industrie sidérurgique pour l'industrie pétrolière, pour l'automobile, etc. Alors, nous avons créé ce qu'on appelait des commissions de modernisation. Ces commissions de modernisation étaient composées d'industriels, de syndicats, de fonctionnaires. Alors, nous qui avions cette vue d'ensemble, nous leur disions comment est-ce qu'il faut faire pour atteindre cet objectif sidérurgique ou autre. Et alors, ces commissions de modernisation qui réunissaient, comme je vous l'ai dit, les syndicats travaillaient ensemble et discutaient ensemble du programme qui devait être réalisé pour atteindre l'objectif qui leur avait été indiqué.

Et quand je reviens en arrière, je vois très clairement que j'avais touché du doigt au Plan la limite des ressources françaises et en ce qui concerne l'Allemagne et l'organisation de l'Europe, il était clair aussi que nous devions recher-

cher une solution qui établisse l'égalité entre l'Allemagne et les autres pays d'Europe et non pas la domination comme en 1918.

Alors, j'ai rédigé...j'ai mis mes réflexions, mes idées, etc... dans un mémorandum et je l'ai envoyé à M. Bidault. Je lui demandé un rendez-vous. Je n'ai pas eu de rendez-vous. Dans l'intervalle, M. Schuman m'a téléphoné et j'ai vu M. Clappier.

C'était son Directeur de Cabinet. Je l'ai vu au moment même...Quelques minutes après que j'avais envoyé le document à M. Bidault. Trois jours après, M. Schuman m'a téléphoné qu'il était d'accord.

Nous étions au milieu de la guerre froide. C'est-à-dire que toutes les actions politiques étaient comprises comme une contribution à la guerre froide. Or, je craignais...je pense aussi que cette guerre froide aurait pu nous entraîner à la catastrophe. Qu'est-ce qu'il fallait ? C'était réunir le plus rapidement possible, pour commencer, les peuples d'Europe et, entre autres, la France et l'Allemagne. Donc, M. Schuman a accepté pour ces raisons fondamentales la proposition que je lui ai faite. Il l'a fait...J'ai mis M. Mayer et M. Pleven, qui étaient membres du gouvernement français, au courant. Ils ont soutenu M. Schuman au gouvernement lorsque la question a été discutée et M. Schuman a reçu mandat de faire un déclaration qu'il a faite....ce qu'on appelle la déclaration Schuman du 9 mai.

(Document/Schuman)

Alors, la veille ou l'avant-veille, lorsque M. Schuman avait déclaré qu'il était d'accord, il avait envoyé un mot à Adenauer.

G.S. Un mot officiel ou un mot personnel ?

J.M. Ah, je crois un mot personnel ; en lui disant : "Voilà ce que je ~~vais~~ vais faire. Voilà ce que le gouvernement français va faire".

G.S. C'est un moment capital dans l'histoire de l'Europe. Avant de se rendre à Bonn, R. Schuman et Jean Monnet vont à Londres

pour tenter de convaincre ceux qui par nature sont toujours sceptiques ; les Anglais.

J.M. Ce sont de bons associés, mais il faut qu'ils soient du même côté de la table que vous. S'ils ne le sont pas, ils défendent leurs intérêts. Par conséquent, s'ils font partie de l'organisation de l'union européenne, ils seront de bons associés. On dit : " Ils ne voudront pas déléguer les pouvoirs " . C'est le contraire. Les Anglais veulent que les choses marchent. Quand ils seront dedans et que ce sera en partie leur affaire - non pas en totalité, puisque c'est justement le contraire - vous verrez que leur participation sera grande et qu'ils seront les meilleurs défenseurs des institutions européennes.

En outre, en dehors de tous les avantages techniques que nous apporterait la participation anglaise, en outre de cela, il y a une question qui, à mon avis, est fondamentale. C'est que les Anglais comprennent mieux que nous la valeur des institutions. Le Parlement britannique l'a montré depuis des siècles. Ils croient que les hommes ne peuvent pas agir si ils ne s'appuient pas sur des institutions, contrairement aux continentaux qui croient que les hommes règlent les questions. Ce n'est pas vrai. L'Histoire le montre? Les Anglais croient à ça mieux que personne - personne d'entre nous.

J'ai expliqué aux Anglais la manière dont nous voyions l'avenir de l'Europe, la nécessité d'unir tous ces peuples, et pour les unir, de créer entre eux un intérêt commun, et l'intérêt le plus simple me paraissait le charbon et l'acier, le plus important, puisque c'était à cette époque la matière d'industrie de base, Les Anglais n'ont pas voulu.

Je pense que les Anglais ne sont pas accessibles - c'est trop dire - résistent aux idées, ils ne résistent pas aux faits. Et, j'étais convaincu alors que, si les Anglais ne venaient pas à nous à ce moment, ils viendraient plus tard, lorsque nous aurions réussi. Mais il fallait le démontrer.

J.M. J'ai été nommé par les six gouvernements Président de la Haute Autorité à Luxembourg. Mais je crois qu'il y a là un moment très important parce que la Haute Autorité en fait, c'est la transposition dans la réalité de ce qui, jusqu'alors, n'avait été qu'une idée. Autour de la table se réunissaient à Luxembourg des Belges, des Allemands, Etzel, des Italiens, qui tous avaient été nommés par leur gouvernement. Ils avaient été désignés par leur gouvernement. Pas pour représenter leur gouvernement, ^{c'est} très important ; mais pour être membre de ce collège nouveau qui avait la responsabilité de la gestion du charbon et de l'acier, d'après certaines règles fixées et il y avait alors cette Haute Autorité qui a été le commencement de l'Europe en réalité, puisque le Conseil des Ministres, le Parlement et la Haute Autorité dont la Commission de Bruxelles a maintenant pris la place depuis la fusion de toutes ces institutions, représentaient ce commencement d'Europe.

G.S. Toutes les institutions du Traité de Rome étaient contenues

J.M. Tout le développement européen est contenu dans l'affaire de Luxembourg. Y compris un point fondamental, qui est la délégation de souveraineté.

G.S. Le 30 août 1954, le Parlement français refuse pratiquement sans débat le projet de création d'une armée européenne. Aux yeux des observateurs politiques, l'Europe est morte. Pas pour Jean Monnet.

J.M. Moi, je suis convaincu que la création de l'Europe est nécessaire pour résoudre tous nos problèmes. C'est une contribution essentielle apportée à la civilisation. Et pour cela, je ne pouvais pas rester à Luxembourg, qui s'occupait essentiellement du charbon et de l'acier. L'Europe, c'est plus large, nécessairement. Donc, j'ai démissionné, pour cette raison et aussi parce que je pensais qu'il fallait de l'extérieur s'occuper de l'Europe puisqu'elle était bloquée momentanément par le vote négatif du Parlement français sur l'armée européenne et que la Haute Autorité

avait ses fonctions bien délimitées, qu'elle devait poursuivre et qu'elle ne pouvait pas dépasser. Donc, j'ai démissionné et Monsieur René Mayer a pris ma place.

(document Prix Charlemagne)

Je ne pouvais continuer à exercer une action sur l'Europe, sur la construction de l'Europe qu'en quittant la Haute Autorité. Et il fallait pour ça que je crée une autorité nouvelle parce que mon autorité personnelle se serait, à mon avis, très rapidement épuisée. Il fallait une base, il faut aux hommes une base constitutionnelle, et cette base, je l'ai créée quand j'ai créé le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe que j'ai créé en 1955, c'est-à-dire quelques mois après être parti de la Haute Autorité.

G.S. Mais ce Comité que vous avez fondé, comment a-t-il agi ?

J.M. Il a agi d'abord par la forme même de sa constitution. Ce Comité était composé des partis, majorité des partis politiques pas des individus, mais des partis politiques désignant leurs représentants dans l'Europe des Six, et en outre, des syndicats non communistes. Mais ces représentants sont souvent des gens, sont tous des parlementaires, souvent des ministres en exercice, et toujours des gens influents dans leur pays. Il faut vous rendre compte que ces partis qui font partie du Comité représentent 65 % de l'électorat dans les six pays et 10 millions de travailleurs. Vous comprenez bien qu'une force semblable s'exerce. Par exemple, si vous prenez l'Allemagne, en Allemagne vous avez Brandt, Wehner, Schmidt, mais aussi Kiesinger, Barzel, Birrenbach.

G.S. Les trois premiers sont socialistes, et les trois autres démocrates-chrétiens.

J.M. Et vous avez les syndicats ouvriers qui représentent 6 millions de travailleurs. Mais ce sont tous des gens qui, dans la politique intérieure, sont opposés ; mais qui sur ces questions européennes sont unis. Et jamais nous ne présentons aux discussions

du Comité une résolution sans que nous soyons d'accord avec l'ensemble des partis ou tout au moins que nous soyons arrivés près d'un accord. Et dans chaque pays, ce que je viens de vous décrire pour l'Allemagne existe.

Il y a beaucoup de travail et beaucoup de peine je vous assure. Je suis, et mes amis sont en rapport constant, journalier avec ces différentes personnes, soit Monsieur Brandt, Monsieur Sarragat à l'époque. C'est constant. Mais nos discussions ne portent que sur une question : l'Europe.

G.S. En octobre 1968, les trois grands partis britanniques acceptent d'entrer au Comité. C'est pour Jean Monnet le signe que la Grande-Bretagne bascule de ce côté-ci de l'Atlantique. Le 30 juin 1970, les négociations s'ouvrent entre les Six et le nouveau gouvernement de M. Heath.

J.M. L'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, c'est-à-dire le succès des négociations en cours, sera un événement considérable. La même communauté européenne intégrera non seulement les Six mais aussi la Grande-Bretagne.

A mon avis, le courant de changement dans les relations entre les peuples est évident. A nous maintenant d'avancer l'organisation de l'Europe unie.

G.S. S'il y avait demain matin une élection pour le Président des Etats-Unis d'Europe, vous seriez candidat ?

J.M. Non, pas du tout. Jamais.

G.S. Pourquoi ?

J.M. D'abord je ne suis plus assez jeune ! Pour être Président des Etats-Unis d'Europe il faut pouvoir être vital 24 heures sur 24, n'est-ce pas, alors, je ne vous dis pas que je ne suis pas vital, mais pas 24 heures sur 24. Non. Il n'est pas question. Et puis ça n'est pas ni dans mon caractère ni dans mon tempérament. Je ne serai pas candidat. Certainement. Et je serai trop heureux, trop heureux que ça puisse advenir et que quelqu'un le soit.

G.S. Mais cela ne lui suffit pas. Il continue. Il n'a pas voulu seulement une Europe de marchands - mais l'Europe tout court - celle des hommes. Un pont immense entre l'Amérique et la Russie - c'est pour lui la seule de chance de paix.

F I N

J.M. L'affaire européenne ne sera jamais finie. Ça change beaucoup plus vite qu'on le pense.

Les conditions nationales sont transformées en conditions européennes.

Je suis émerveillé des progrès qui sont faits.

Je n'ai pas de vie sociale - Je m'occupe de la situation européenne - et de ma famille - Je n'ai pas de qualité de tribun. Je n'ai pas de don de paroles.

Il n'y a pas beaucoup de concurrence dans ce que je fais.

Je ne recherche pas les honneurs ou le pouvoir.
